L'AFRIQUE À L'HEURE DES CHOIX

Ibrahim Assane MAYAKI
Préface de Olusegun Obasanjo

L'AFRIQUE À L'HEURE DES CHOIX

Manifeste pour des solutions panafricaines

ARMAND COLIN

Couverture : Daniel Benharrosh

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.
Le Code de la propriété intellectuelle du 1er juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.
Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).

© Armand Colin, 2018

Armand Colin est une marque de
Dunod Éditeur, 11 rue Paul Bert 92240 Malakoff

ISBN 978-2-200-62239-8

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).
Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Préface

Une fois de plus, l'Afrique est au centre des attentions du reste du monde, notamment de la part des grandes puissances économiques et financières – que ce soit les nations en tant que telles ou les diverses institutions d'aide au développement. À certains égards, notre époque n'est pas sans rappeler la ruée sur l'Afrique des années 1881-1914, quand les puissances de ce monde se disputaient les ressources de notre continent. Une chose est sûre, l'Afrique est à la mode. On cite souvent l'exemple, parce que c'est une image très forte, de l'un des magazines les plus influents au monde, un hebdomadaire britannique qui d'une décennie à l'autre est passé du diagnostic le plus brutal d'un « continent sans espoir » à des prévisions qui frisent parfois l'hyper-optimisme sur un continent avec « une réelle chance de marcher sur les traces de l'Asie ».

Les statistiques décevantes sur la pauvreté et la croissance africaines de la fin des années 1990, puis le rebond expérimenté cette décennie, dans un contexte économique morose et de fortes tensions politiques en Occident, ne justifiaient pas plus le pessimisme excessif d'alors qu'elles n'autorisent l'optimisme parfois démesuré d'aujourd'hui.

Mais encore. Il est loisible à chacun, observateurs ou praticiens du développement, de s'épancher sur les « malheurs » ou « le potentiel » de tel ou tel pays africain et du continent de façon générale. Ce n'est pas une option pour les responsables publics, les intellectuels, les

entrepreneurs et les acteurs de la société civile en Afrique. Ils n'ont pas le choix, pas plus que les populations africaines, dont le bien-être et la sécurité demeurent la priorité absolue.

Pour d'autres, ce n'est pas une question de mode, mais d'urgence, et ils n'ont jamais perdu l'espoir. Ibrahim Assane Mayaki est de ceux qui n'ont pas eu « le choix ». Et qui ne l'ont d'ailleurs jamais recherché. Des amphithéâtres de l'université aux salles des conseils de ministres, des intenses conciliabules entre responsables africains aux conférences multilatérales où tant de décisions importantes pour le futur du continent sont prises, il a été présent avec la même rigueur intellectuelle et morale, et cette recherche constante d'une solution qui servirait l'Afrique et ses populations.

Dans cet ouvrage, il tire les leçons de quarante années d'une carrière aux multiples facettes qui l'a amené à bien connaître la réalité du continent et de ses dirigeants, et l'a mené aux contacts de ceux qui, des centres financiers de Johannesburg et de Casablanca jusqu'aux marchés informels de Kigali et de Niamey, vivent et font vivre cette Afrique réelle, loin des apitoiements et des clichés.

Et ce qu'il vient dire est essentiel.

Le cynisme est peut-être, de tous les pièges qui guettent les réformateurs en Afrique, le plus difficile à déjouer. Tantôt il prend la forme du pessimisme ou de la résignation, tantôt celle d'un soi-disant « réalisme », pourtant détaché de toute réalité. Dans la période incertaine et complexe que traversent le monde et l'Afrique, Ibrahim Assane Mayaki échappe à ces écueils.

Son constat est que se profilent, pour la décennie à venir, des changements majeurs pour l'Afrique et le monde. Une période charnière qu'il sera difficile de rattraper si nous ratons le coche.

Nous ? C'est-à-dire tous ceux qui ont aujourd'hui les moyens et la possibilité d'influer, par leurs décisions, leurs

réflexions, leurs investissements et leurs actions (sociale, culturelle, morale), sur la marche de l'Afrique.

Au-delà de ce constat, cet ouvrage donne de nombreuses clés sur les actions à mener, les pièges à éviter et rappelle l'importance d'allier l'intelligence stratégique à la rigueur morale et à l'ouverture. Parmi les pistes qu'il évoque, j'ai été particulièrement frappé par l'originalité de son regard sur les défis et les opportunités présentés par le changement climatique, les propositions, notamment en matière de co-production des politiques publiques, et son appel – urgent – à retrouver notre souveraineté intellectuelle. Le socle fondamental de toutes ces solutions, et cela n'étonnera pas ceux qui connaissent Ibrahim Assane Mayaki, c'est la bonne gouvernance.

Je vous encourage à lire et relire cet ouvrage, certain que vous y trouverez comme moi de ces propositions innovantes qui appellent à la discussion – et à l'action.

Son excellence Olesugun Obasanjo, GCFR, PhD,
Ancien président de la République fédérale du Nigéria

Introduction

Ce manifeste est adressé à la génération qui accédera aux postes de responsabilité en Afrique dans les deux prochaines décennies.

C'est un avertissement et un viatique.

Je voudrais l'envisager comme le message d'un Africain qui est arrivé au pouvoir sans le chercher, qui a perçu et analysé les échecs de sa génération, et entrevoit une période cruciale de changement et veut vous en avertir.

Pour faire simple, je vous écris : voici « l'Afrique que vous pouvez ».

C'est à la fois un retour d'expérience, un diagnostic et un plaidoyer. Et, je l'espère, un examen franc, original et lucide sur « comment l'Afrique en est arrivée là ».

Afrique et mondialisation

L'Afrique a plutôt bien négocié le début de son intégration dans les circuits mondiaux, profitant des vents ascendants de la mondialisation dans les années 2000. La croissance a atteint des niveaux sans précédent. Pourtant, malgré cette décennie qui a vu naître un concept à la mode (l'afro-optimisme), on ne peut éluder le fait que l'Afrique abrite toujours près de 400 millions de personnes vivant dans une extrême pauvreté. Et que sa part dans le PIB mondial ne dépasse pas les 3 %.

En outre, comme le reste de la planète, notre continent est entré dans une zone de turbulences. Elles se sont

manifestées avec un temps de retard par rapport à la crise financière de 2008, mais la mondialisation a fini par rattraper l'Afrique avec son train de perturbations, de questionnements et de soubresauts.

Un ralentissement propice aux réformes

Le ralentissement des moteurs de la croissance africaine, qu'il soit endogène – stabilisation de l'inflation et des monnaies locales, hausse des investissements dans les infrastructures, sécurisation accrue malgré le risque terroriste – ou exogène – demande chinoise, coût de la dette, super-cycle des matières premières – laisse présager encore d'autres turbulences.

Les premiers effets sont déjà visibles dans nombre de pays du continent, notamment les plus riches en matières premières. Cet ajustement est le signal qu'une période propice aux réformes est en train de s'ouvrir. Les prouesses économiques présentées en taux de croissance du PIB ne peuvent plus masquer les immenses progrès qui restent à accomplir.

Dix années décisives

Les défis à relever durant les dix prochaines années sont bien différents de ceux des vingt dernières. Pour y parvenir, il faudra donc à l'Afrique un leadership bien différent de celui de cette époque.

Gardons à l'esprit que, dans dix ans, une nouvelle génération gouvernera l'Afrique. Nos dirigeants actuels, dont une large majorité ne sera plus aux commandes en 2027, devraient avoir pour objectif essentiel de préparer l'avenir. Or, force est de constater que la plupart des États africains ne sont pas en phase avec la rapidité à laquelle les sociétés changent : de nombreuses transitions politiques

chaotiques s'annoncent, qui peuvent mettre en péril des années de progrès.

Les dix prochaines années doivent être mises à profit pour constituer le socle d'une juste intégration de l'Afrique dans les flux mondiaux.

Dix ans, c'est le temps dont l'Afrique dispose pour faire son examen de conscience et se réformer. Car la mondialisation n'est pas un choix, c'est une force qu'il faut canaliser. Or les dix prochaines années seront aussi décisives pour le futur de la mondialisation. Elles décideront, entre autres, de la prochaine génération des puissances mondiales. La mondialisation n'est pas un jeu à somme nulle, mais produira des gagnants et des perdants.

User de nos ressources

Les leaders et les jeunes Africains doivent d'abord comprendre qu'ils ont en eux-mêmes les ressources nécessaires pour assurer leur futur : 80 % des pays africains pourraient se passer de l'aide publique au développement. On l'oublie, mais cette aide publique n'est plus une composante essentielle du financement de l'économie africaine. Elle représente un petit tiers des flux de financement extérieurs et environ un dixième des capacités de financement internes des États[1].

Les fortes turbulences économiques engendrées par la crise financière de 2008 continuent de déplacer le centre de gravité de l'économie mondiale. Les forces en présence sont en train de se recomposer. Les puissances occidentales et certaines puissances asiatiques, fortes malgré tout de leur immense capital intellectuel, préparent l'avenir. La Chine effectue un recalibrage de son économie en dynamisant son marché intérieur tout en jetant les bases d'une politique extérieure à travers les nouvelles routes de la soie. L'Afrique ne peut donc plus s'exonérer de la question de

son enrichissement économique (forces démographiques, emploi, jeunesse, etc.).

La clé institutionnelle

L'Afrique recèle de plusieurs exemples de succès économiques. Quant aux solutions techniques aux défis de notre continent, elles sont connues. Si elles ne prennent pas, ce n'est ni par manque d'argent ni par manque de bonne volonté. C'est parce qu'il y a peu de pays où les institutions sont à la hauteur de ces défis. C'est aussi parce qu'on constate un manque d'appropriation. Je voudrais partager ici une leçon transmise par l'ancien Premier ministre éthiopien Meles Zenawi lors de notre première rencontre, en 2009 : « Formulez votre diagnostic dans vos propres termes. » C'est l'absence de diagnostic propre qui a trop souvent été la cause essentielle de l'échec des politiques de développement tentées un peu partout en Afrique, par manque d'appropriation.

La tâche de gouverner est complexe et demande que les meilleurs s'y consacrent. Trop de pays n'ont pas les ressources humaines nécessaires. Leurs meilleurs cerveaux sont allés chercher ailleurs ce qu'ils ne pensaient pas pouvoir trouver en Afrique. Trop de pays se reposent sur des consultants extérieurs pour définir leurs plans de développement à moyen terme.

Le travail pour l'Afrique, et elle n'aura pas trop de dix ans pour le mener à bien, consiste à se doter des solides institutions qui seront la clé aussi bien de ses capacités endogènes que de sa résistance aux chocs exogènes.

Cela fait une quarantaine d'années que mon parcours m'a permis d'analyser les nombreuses facettes, à la fois de l'économie du développement et de l'exercice du pouvoir, d'abord en tant que responsable de grandes entreprises nigériennes, puis en tant qu'homme politique au Niger,